

DANS LE PIÈGE DES OFFRES DE VIOLENCE. CONCURRENCES,  
PROTECTIONS ET REPRÉSAILLES DANS LA RÉGION DE MÉNAKA  
(NORD-MALI, 2000-2018)

Charles Grémont

La Découverte | « Hérodote »

2019/1 N° 172 | pages 43 à 62

ISSN 0338-487X

ISBN 9782348042751

Article disponible en ligne à l'adresse :

-----  
<https://www.cairn.info/revue-herodote-2019-1-page-43.htm>  
-----

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# Dans le piège des offres de violence. Concurrences, protections et représailles dans la région de Ménaka (Nord-Mali, 2000-2018)

*Charles Grémont*<sup>1</sup>

Les principaux événements qui ont révélé la déliquescence de l'État malien et plongé, à partir de 2012, une grande partie des Maliens dans une crise sociale totale sont bien connus aujourd'hui. Rappelons toutefois quelques moments clés pour le lecteur moins familier de cette région du monde.

À partir de l'année 2010, quelques jeunes touaregs font parler d'eux à travers un mouvement qui porte le nom de MNA, Mouvement national de l'Azawad. Pour la plupart diplômés (parcours scolaires en français à Bamako ou en arabe dans les universités libyennes), ces jeunes maîtrisent Internet et les réseaux sociaux et entendent relancer, par le discours politique, la question de la reconnaissance et d'une plus libre administration de l'Azawad, appellation qui, pour eux, correspond aux trois régions administratives de Tombouctou, Gao et Kidal<sup>2</sup>. Comme dans les années 1990, ces jeunes cherchent aussi à faire bouger, au sein de leur société, des structures et des positionnements politiques qu'ils jugent contraires

---

1. Historien, chargé de recherche IRD UMR LPED.

2. Au sens strict, l'Azawad désigne une plaine encaissée située sur la rive gauche du fleuve Niger, entre Tombouctou et Bourem. Ce terme serait d'origine berbère, issu d'« azawa » ou « tazawat », « creux, dépression », utilisé pour désigner un plat ou une tasse en bois qui contient le repas. Par extension et pour les mouvements autonomistes, ce terme renvoie aux régions administratives du Nord-Mali, au nombre de cinq depuis 2017 : Tombouctou, Gao, Kidal et les deux nouvellement créées, Ménaka et Taoudeni.

à leur projet d'émancipation. Au même moment, une opération militaire multinationale, sous l'égide de l'ONU (Français et Britanniques en tête), intervient en Libye, dans un contexte d'insurrection interne, et entraîne la chute du régime et la mort du colonel Kadhafi. De nombreux Touaregs originaires du Mali, qui servaient dans la garde rapprochée du Guide libyen, se retrouvent en porte à faux avec les forces insurrectionnelles et décident de rentrer chez eux, au Mali.

Leur retour coïncide avec la montée en puissance des jeunes du MNA et avec la pression accrue de combattants du groupe d'Ibrahim ag Bahanga, un des leaders de la précédente rébellion touarègue de 2006 qui n'a jamais abandonné son combat... jusqu'à sa mort dans l'Adagh en août 2011. À ces trois branches de contestation s'ajoute encore celle d'un groupe d'officiers touaregs en rupture de ban (des ex-combattants des années 1990 intégrés dans les rangs de l'armée malienne). Ces différentes forces, toutes animées de griefs à l'encontre de l'État malien, se réunissent et déclenchent une nouvelle rébellion armée en janvier 2012 sous la bannière du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad). Le MNA se dissout, s'élargit et se transforme donc en un mouvement de *libération* qui revendique, cette fois, clairement l'indépendance de l'Azawad [Chebli, 2014]. L'avantage sur le terrain militaire tourne vite en faveur du MNLA. L'armée malienne ne tient pas ses positions et est obligée de fuir la région. D'autant plus que d'autres groupes armés, islamistes ceux-là (Aqmi et le Mujao<sup>3</sup>), présents dans la région depuis 2003, passent également à l'offensive contre les forces armées maliennes (FAMA). Ce sont eux d'ailleurs qui portent les coups les plus rudes et les plus violents, notamment le massacre d'au moins quatre-vingts militaires du camp d'Aguelhok, le 24 janvier 2012. Fin mars-début avril 2012, le MNLA prend le contrôle des trois capitales régionales, Kidal, Gao et Tombouctou. Le 6 avril 2012, il déclare l'indépendance de l'Azawad.

Entre-temps, à Bamako, sous la pression des femmes de militaires engagés dans la guerre au Nord, le pouvoir du président Amadou Toumani Touré vacille et finit par tomber sous les coups d'une junte militaire dirigée par le capitaine Sanogo (22 mars 2012), à un mois de l'élection présidentielle. S'ensuit une période trouble de règlements de comptes, de purges et d'affrontements au sein de la classe politique et militaire à Bamako.

---

3. Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) est présent au Nord-Mali depuis 2003. Le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), lui, est né au cours de l'année 2011 d'une scission au sein d'Aqmi. Ces deux groupes se livraient à des enlèvements, d'Européens principalement, et à des trafics. Ils n'étaient jusqu'alors pas dans une relation d'affrontement avec l'État malien ni avec les populations locales. Au contraire même, une complicité, liée à des affaires lucratives, a pu exister entre eux et certains membres de l'appareil d'État et de la notabilité du Nord.

Dans les régions du Nord, en dépit d'une tentative d'accord entre le MNLA et Ansar ed-Dine (« les défenseurs de la religion », autre mouvement islamiste armé, dirigé par Iyad ag Ghali<sup>4</sup>) finalement avortée, les rapports entre les mouvements armés se tendent et évoluent vers l'affrontement. À la fin du mois de juin, le MNLA est chassé de Tombouctou et de Gao, par Aqmi et le Mujao, tandis qu'Ansar ed-Dine consolide son emprise sur Kidal (et contrôle Tombouctou avec Aqmi). La ville de Ménaka, où le MNLA parvenait encore, tant bien que mal, à se maintenir, est prise à son tour par une coalition de groupes djihadistes en novembre 2012<sup>5</sup>. C'est également un rassemblement de tous ces mouvements djihadistes qui, en janvier 2013, lance une vaste offensive vers le sud du pays, jusqu'à Konna (région de Mopti). Face à ce danger, le président intérimaire Dioncounda Traoré sollicite l'aide militaire de la France. Celle-ci lance l'opération Serval le 11 janvier 2013.

Prises sous les bombardements, les forces djihadistes se replient et se dispersent. Les rescapés rejoignent, pour la plupart, leurs zones d'habitation. À partir de là s'ouvre une nouvelle période, que les responsables politiques maliens et les observateurs internationaux entrevoient pleine d'espoir. Les militaires français sont là pour aider à la restauration de l'« intégrité territoriale du Mali ». Ils s'y emploient, mais pas complètement. Avec les FAMA, ils reprennent rapidement le contrôle de Gao et de Tombouctou, mais font en sorte de remonter seuls sur Kidal. Ils craignent en effet des opérations de repréailles sur les populations, telles qu'elles avaient eu lieu dans les années 1990. Les exactions commises dès les premiers jours de la « reconquête », dans la zone de Sévaré, à l'encontre des populations peules notamment, suspectées de soutenir et de constituer le gros des troupes djihadistes, laissent effectivement craindre le pire. En avril 2013, le Conseil de sécurité des Nations unies crée la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma)<sup>6</sup>. Deux mois plus tard, un cessez-le-feu et un

---

4. Iyad ag Ghali est un des anciens leaders de la rébellion des années 1990. Signataire des accords de Tamanrasset en janvier 1991 et cosignataire du Pacte national en 1992, il est ensuite resté fidèle à l'État malien. Nommé consul à Djedda (Arabie saoudite) en 2007, sous le régime d'ATT, il travaille en étroite collaboration avec la présidence malienne, notamment sur la question de la libération des otages. Dès sa création au début de l'année 2012, Ansar ed-Dine déclare lutter pour l'instauration de la charia au Mali et non pour l'indépendance.

5. Un petit groupe de combattants du MNLA et des membres de la « grande famille » des Iwellemmedan ont résisté plusieurs heures, mais sont finalement défaits par cette coalition Aqmi-Mujao-Ansar ed-Dine qui comprenait aussi des combattants originaires de Ménaka.

6. « En vertu de la résolution 2100, la Mission appuiera le processus politique et réalisera un certain nombre d'activités de stabilisation concernant la sécurité, prêtera une attention particulière aux principales agglomérations et axes de communication, protégera les civils, surveillera les droits de l'homme, mettra en place les conditions indispensables à l'acheminement

accord sont signés à Ouagadougou, sous l'égide du président Compaoré, entre le gouvernement malien de transition et deux mouvements touaregs de la rébellion, le MNLA et le Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA)<sup>7</sup>. Ibrahim Boubacar Keïta (IBK), présenté au niveau national et international comme l'un des rares hommes de la classe politique malienne capables d'incarner et de restaurer l'autorité de l'État, est élu président de la République en août 2013, avec plus de 77 % des suffrages. Deux ans plus tard, au terme d'un long processus de dialogue, organisé en plusieurs *rounds* à Alger, la coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) – composée du MNLA, du HCUA et du Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) – signe avec l'État malien, et sous l'égide de l'Algérie, un accord de paix qui vise à « instaurer une paix durable dans le nord du Mali et à mettre fin au djihadisme » (juin 2015)<sup>8</sup>. Devant des chefs d'État africains de la sous-région, le chef de la Minusma, des représentants de la France et des États-Unis, le ministre algérien des Affaires étrangères évoque alors un « nouveau départ » pour le Mali<sup>9</sup>...

### **Des populations au centre de la tourmente**

L'espoir suscité à partir de 2013 avec l'élection du président IBK, puis de nouveau en 2015 avec les accords d'Alger a fait long feu. La situation globale, en cette fin d'année 2018, quelques mois après la réélection d'IBK pour un second mandat (avec plus de 67 % des voix cette fois-ci), ne s'est pas améliorée, tant s'en faut. L'accord d'Alger, dont tout le monde doit se rappeler qu'il avait été largement imposé aux parties signataires par la médiation internationale, tarde à être appliqué. La « paix durable » est un point qui s'éloigne à l'horizon à mesure que les mois passent et « le djihadisme » ne donne aucun signe d'évaporation. Bien au contraire, il s'enracine dans le tissu social. Les populations, dont la vie quotidienne

---

de l'aide humanitaire et au retour des déplacés, à l'extension de l'autorité de l'État et à la préparation d'élections libres, ouvertes à tous et pacifiques », site officiel de la Minusma, <<https://minusma.unmissions.org/historique>> (consulté le 20 novembre 2018).

7. Mouvement créé en mai 2013 qui regroupe principalement des populations de la tribu des Ifogha de Kidal et dirigé par Alghabas ag Intalla.

8. « Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger », texte signé en deux temps : d'abord le 15 mai 2015 entre l'État malien et des mouvements armés loyalistes réunis sous l'appellation Plateforme réunissant le Groupe d'autodéfense touareg imghad et alliés (Gatia), la Coordination des mouvements et fronts patriotiques de résistance (CM-FPR) formés par des Songhay et des Peul (Ganda Koy et Ganda Izo), et une branche progouvernementale du MAA; puis le 20 juin 2015 par Sidi Brahimi Ould Sidati au compte de la CMA.

9. Déclaration de Ramtane Lamamra, ministre algérien des Affaires étrangères, RFI, 20 juin 2015, <[www.rfi.fr/afrique/2min/20150620-mali-signature-accord-paix-bamako-cma-azawad](http://www.rfi.fr/afrique/2min/20150620-mali-signature-accord-paix-bamako-cma-azawad)>.

ne peut se réduire aux intentions et aux prévisions des sphères institutionnelles et internationales, vivent aujourd'hui dans un climat de peur et de violence permanent. Si les affrontements directs entre les mouvements armés signataires de l'accord et les forces armées maliennes ont largement diminué depuis juin 2015, les lignes de feu se sont étendues au centre du Mali (Macina), aux frontières du Niger et du Burkina Faso, sur quasiment l'ensemble des axes de communication (pistes et routes). Les militaires de la force française Barkhane, de la Minusma, de l'armée malienne et du G5 Sahel, ainsi que les combattants des milices armées qui leur sont associées se confrontent régulièrement à des mouvements armés islamistes qui recrutent encore parmi les populations, se déplacent et se reconfigurent en permanence.

Entre ces deux camps, les populations cherchent d'abord et avant tout à se protéger, à survivre dans un climat de violences généralisées et souvent imprévisibles. Seule une infime partie d'entre elles a la possibilité de s'extraire géographiquement de cette zone de guerre, de s'installer à Bamako ou à l'étranger. Les autres n'ont pas cette opportunité ni l'intention de quitter leur terroir et de l'abandonner à d'autres. Elles cherchent alors à s'adapter, à composer, au moins à court terme, le temps que ça passe. Pour elles, il n'y a alors guère d'autre choix que de choisir un camp, pour espérer, peut-être, sa protection face à des dangers plus ou moins identifiés. Mais les populations ont-elles vraiment la possibilité de faire un choix ? Lorsque les appartenances et surtout les assignations identitaires sont si prégnantes ? Lorsque le fait d'appartenir à tel ou tel groupe ethnique (Peul, Touareg, Arabe, Songhay ou encore Dogon), ou à tel sous-groupe (fraction, lignage, quartier de village), ou d'être apparenté à tel ou tel individu ou encore de soutenir tel ou tel parti politique vous assigne à une place et à une position prédéfinies ?

Pour autant, les périodes de crise sont aussi des moments propices à l'exacerbation de concurrences et de conflits, à de nouvelles revendications, sociales, économiques, politiques. Dans ces situations de radicalisation des positions et d'extrême violence, il serait illusoire de penser que les gens se détournent des luttes pour le pouvoir. La réalité est inverse. Et la présence de forces extérieures au milieu social, ou considérées comme telles parce qu'elles ne s'étaient pas encore révélées avant la crise, constitue ce que l'on pourrait appeler de nouvelles offres de violence, dont les uns et les autres cherchent à se saisir pour servir leurs intérêts. Pour écarter un adversaire politique, voire pour l'éliminer physiquement, certains n'hésitent pas à lui attribuer des étiquettes particulièrement stigmatisantes, telles que « moudjahidin » ou, à l'inverse, à l'accuser d'être « collaborateur de Barkhane ». Dès lors, parler de « conflits intercommunautaires », pour décrire les rapports de violence qui opposent les populations entre elles, n'est peut-être pas faux, mais pour le moins réducteur.

Il importe ici d'entrevoir la complexité des situations et, surtout, de prendre en compte l'importance des contextes dans lesquels s'inscrivent ces conflits. Pour ce faire, je m'appuierai sur un cas et sur une zone en particulier : le conflit qui oppose *des* Peuls et *des* Dawsahaq dans la région de Ménaka, à la frontière du Niger. Le groupe des Dawsahaq est certainement le plus important, numériquement et économiquement, de l'ensemble des groupes de populations de la région de Ménaka. Des populations dawsahaq sont également présentes à l'ouest de Ménaka, dans la zone de Talatayt, chef-lieu de communes dans le cercle d'Ansongo (région de Gao) et, dans une moindre mesure, au Niger voisin. Éleveurs et travailleurs réputés, les Dawsahaq se singularisent surtout par leur langue en forme de sabir, le tadagsahaq, formée de songhay et de tamasheq (langue des Touaregs).

Les Peuls concernés ici se répartissent entre quatre principaux groupes d'appartenance : les Djelgobé (appelés aussi Guelgodji par les Touaregs), les Wodaabé, les Farfaru (appelés aussi « Peuls rouges » par ceux qui s'expriment en français) et les Toleebé. Les premiers sont originaires de la zone de Djibo, au Burkina Faso. Ils sont arrivés dans le Gourma malien (Gossi, Tessit, In Tililt), dans les années 1950 et ont progressivement étendu leurs zones de transhumance jusque dans le Haoussa (rive gauche du fleuve), au niveau d'Ansongo et jusqu'au sud-ouest de Ménaka. Les Wodaabé, mieux connus des écrits académiques [Bonfiglioli, 1988 ; Boesen, 2009a], sont originaires du nord du Nigeria et ont évolué vers le Nord, au Niger, le long de la vallée de l'Azawagh. Les Peuls rouges occupent principalement la zone frontalière à l'est et au sud de Ménaka. Ils sont les premiers cités par les Touaregs (Imghad et Imajeghen notamment) et les Dawsahaq lorsqu'ils évoquent la concurrence des Peuls sur les pâturages qu'ils exploitent. Les Toleebé, enfin, seraient originaires du Nigeria et présents au Niger depuis des décennies. Gravement touchés par les sécheresses des années 1973 et 1984, ils se sont déplacés vers le Mali, dans la région de Ménaka et, plus récemment, jusque dans le Gourma. Parvenant difficilement à trouver leur place au sein de territoires en pleine mutation et traversés par des tensions récurrentes et violentes depuis les années 1990, les Toleebé ont été qualifiés de « Peuls marginalisés » au tournant des années 2000. À l'instar des jeunes touaregs, des jeunes Toleebé ont été attirés par le maniement des armes, au service de causes multiples.

J'insiste ici sur l'emploi de l'article indéfini, *des* Peuls et *des* Dawsahaq, car tous les ressortissants de ces groupes ne sont pas impliqués dans les conflits (*a fortiori* pour les Peuls, dénomination bien plus large que le terme Dawsahaq) et qu'il y a des Dawsahaq engagés aux côtés de Peuls dans un même groupe armé, en guerre contre un autre groupe essentiellement constitué par des Dawsahaq. En outre, dans la région de Ménaka, des troupes appartenant à des Dawsahaq sont gardés par des bergers peuls et inversement. Ce phénomène perdure aujourd'hui, en dépit des conflits. Des alliances matrimoniales, même si elles sont rares, unissent également les uns et les autres.

C'est à partir d'une approche micro-historique que je voudrais tenter de voir et de comprendre autrement un des nombreux conflits qualifiés aujourd'hui d'« intercommunautaires » – comme si, après la signature d'un accord de paix (qui peine à être appliqué depuis plus de trois ans), la poursuite et la multiplication des violences n'étaient imputables qu'à des communautés locales incapables de coexister pacifiquement. L'histoire locale doit évidemment être restituée si l'on cherche à comprendre la situation actuelle, mais le jeu et les stratégies des forces nationales et internationales, censées agir pour la paix, doivent l'être également, non pas à travers l'argumentaire idéologique de « guerre contre le terrorisme », produit par les autorités françaises (politiques et militaires), repris largement par les médias et censé couper court à toute discussion, mais à l'aune d'une observation sur le long terme des alliances tissées au sein des populations.

### **L'arrestation d'un fils de chef de fraction par Barkhane**

À trois heures du matin, le 11 janvier 2018, au centre de Ménaka (chef-lieu de la 9<sup>e</sup> Région), des militaires de la force Barkhane pénètrent dans la maison de Siguidi ag Madit, premier adjoint au maire de la commune et chef de la fraction Iduguriten (Dawsahaq). Ils immobilisent, menotent et plaquent au sol les habitants de la maison, procèdent à des fouilles, saisissent du matériel et capturent deux personnes : Mohammed ag Siguidi, policier de profession et fils du chef de fraction, et Adasheigh ag Alhassane (lui aussi Dawsahaq de la fraction Iduguriten). Ce dernier est relâché par les militaires français un ou deux jours plus tard ; en fait déposé en pleine « brousse », près d'In Deliman, le long de la piste qui rejoint Ansongo à Ménaka, sur un axe particulièrement dangereux où les attaques à main armée se multiplient. Un billet de 10000 francs CFA (15 €) lui est remis afin qu'il se débrouille pour rejoindre les siens. Il a pu passer la nuit dans un campement peul et a rejoint le village d'In Deliman, à dos d'âne, le lendemain.

Mohammed ag Siguidi est resté plusieurs jours en détention à Gao aux mains de la force Barkhane. Il a ensuite été transféré à Bamako et remis à la gendarmerie malienne<sup>10</sup>. Un de ses parents a pu lui rendre visite le 25 janvier<sup>11</sup> et Mohammed lui a précisé qu'il avait été bien traité au cours de sa détention par Barkhane. L'épreuve la plus difficile, a-t-il raconté, a été de rester les yeux bandés quasiment tout le temps. Le bandeau ne lui a été retiré que lors de son (ou ses) interroga-

10. Les militaires français ont le droit de garder quinze jours les personnes qu'ils arrêtent. Passé ce délai, ils doivent les remettre aux autorités maliennes.

11. Les informations qui suivent ont été recueillies directement auprès d'un parent proche de Mohammed, le lendemain de sa visite.

toire(s). Mohammed a listé également le matériel qui avait été saisi par Barkhane lors de la perquisition dans la maison de son père<sup>12</sup>.

Il a précisé également les questions qui lui ont été posées. Les militaires de Barkhane voulaient savoir quelle avait été son implication dans l'attaque d'un poste du Gatia (Groupe d'autodéfense touareg imghad et alliés), mouvement loyaliste faisant partie de la Plateforme, signataire des accords de paix de 2015, survenue à Ader-n-Bukar, à la frontière du Niger, le 6 janvier 2018<sup>13</sup>. Mohammed ag Siguidi a répondu qu'il n'en savait rien de plus que ce que les gens avaient appris à la radio<sup>14</sup>. Il était à Ménaka au moment de l'attaque, a-t-il précisé. Selon d'autres informations recueillies à Ménaka et à Bamako, en janvier 2018, Barkhane suspectait Mohammed ag Siguidi de complicité avec le groupe d'Abou Walid al-Sahraoui, dans l'affaire de l'embuscade de Tongo-Tongo, au Niger voisin, le 4 octobre 2017, qui avait coûté la vie à cinq militaires nigériens et quatre membres des forces spéciales américaines<sup>15</sup>. Plus largement, les militaires de Barkhane voulaient savoir quels étaient ses rapports avec les groupes islamistes. Mohammed a répondu que ses rapports avec « ces gens-là » étaient les mêmes que tout un chacun dans la zone : tout le monde est obligé d'être en contact avec eux,

---

12. Des cartes d'électeur déposées par (ou à remettre à) des membres de la fraction Iduguriten ; un gilet pare-balles appartenant à son petit frère, militaire à la Garde nationale ; deux armes (type Kalachnikov) appartenant à deux combattants de la CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad) présents sur les lieux ; un téléphone satellite (Thuraya) appartenant au petit frère du maire de la commune d'In-Ekar (également dawsahaq).

13. Le journal malien *Le Reporter* daté du 10 janvier 2018 relate cet événement et précise que « les auteurs de cette attaque seraient des djihadistes à bord de trois véhicules et des motos. Ils étaient commandés par Mohamed ag Achaguidi ». S'agit-il de la même personne, dont le nom du père aurait été transformé ? De tous les articles consultés au sujet de cette attaque, celui-ci est le seul à mentionner ce nom, sans citer la source d'information.

14. Plusieurs récits recueillis à Ménaka, auprès de personnes bien informées, révèlent une autre lecture de cette attaque contre un poste du Gatia à Ader-n-Bukar que celle de l'action de « groupuscules terroristes » présentée par la presse malienne. Ces récits convergent sur le fait que des combattants du Gatia étaient partis à la recherche d'animaux volés. Dans cette mission, ils sont tombés sur des bergers peuls qui conduisaient leurs troupeaux. Sans preuve que ces derniers soient les auteurs du vol, les hommes du Gatia leur ont retiré des animaux, ont tué trois bergers peuls et en ont emmené deux avec eux. Les Peuls attaqués ont alors organisé une contre-poursuite, avec l'aide des forces armées présentes et peut-être celle d'un groupe lié à Abou Walid al-Sahraoui. C'est au terme de ces premiers événements que le poste du Gatia a été attaqué à Ader-n-Bukar.

15. Abou Walid al-Sahraoui, ancien du Mujao, est à la tête de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS), mouvement créé en mai 2015 qui évolue principalement sur la frontière Mali-Niger, au sud de Ménaka et jusque dans le Gourma (sur l'attaque de Tongo-Tongo, voir *Jeune Afrique*, 5 mars 2018).

de répondre à leurs questions et de payer les taxes qu'ils imposent parce qu'ils n'ont pas les moyens de s'opposer à eux. C'est une force qui est là, avec laquelle ils sont obligés de composer s'ils ne veulent pas s'exposer à des attaques.

Pour la force Barkhane, l'opération menée en pleine nuit sur la maison de Sigudi ag Madit, « les fouilles, la saisie d'armement, de matériel et de documents », visait à « s'emparer d'une maison abritant des membres de groupes armés terroristes sévissant dans cette région frontalière du Niger »<sup>16</sup>. À ce stade du récit, il convient d'éclairer le dessous des cartes, de préciser des éléments de contexte, de chercher à comprendre ce qui se joue pour des populations (et leurs leaders) contraintes de faire *avec* ou *contre* les forces françaises et les forces djihadistes. La situation est évidemment plus complexe que les termes du communiqué de Barkhane pourraient le laisser entendre.

### Les Dawsahaq, un groupe qui s'émancipe et s'affirme dans la région

Dans l'histoire sociale de la région, les Dawsahaq ont toujours été libres, mais de statut intermédiaire, tributaires des *Imajeghen* (« aristocrates-guerriers ») pour la grande majorité d'entre eux. Quelques fractions, et plus encore quelques familles, avaient cependant un statut privilégié, participant même dans une certaine mesure aux prises de décision du chef de la confédération, l'*amenokal* des Iwellemmedan. Mohammed ag Siguidi est issu de l'une de ces fractions – les Iduguriten sont les plus nombreux et les plus riches parmi les Dawsahaq (avec la fraction Kel Tabho située plus à l'est, dans la vallée de l'Azawagh) – et de l'une de ces familles, qui a toujours été très proche du centre de commandement des Iwellemmedan. Cet héritage de l'histoire est toujours vivant aujourd'hui. Siguidi (le père de Mohammed) est ainsi très proche de Bajan ag Hamatou, l'actuel député de Ménaka et chef coutumier des Iwellemmedan. Madit, le père de Siguidi, était également l'ami et l'allié politique de Hamatou, le père de Bajan. Tous deux étaient associés de près au Commandant de cercle qui, dans la subdivision administrative de Ménaka, exerçait l'autorité de l'État colonial, puis malien. À la fin de sa vie, le vieux Madit arborait encore fièrement les médailles décernées par l'autorité coloniale française.

Ce rappel historique n'est pas superflu. Il permet de comprendre la portée symbolique (et le choc) de l'incursion en pleine nuit de la force française dans la maison de Siguidi, qui plus est lorsque celle-ci repart avec son fils menotté... La première chose que nous a exprimée Siguidi, lorsque nous l'avons rencontré

16. Communiqué de la force Barkhane, N'Djamena le 11 janvier 2018.

à Ménaka<sup>17</sup>, est qu'il n'avait rien contre la France, que « jamais sa famille ne pourrait s'opposer aux Français... ». Comment comprendre ce revers de l'Histoire, vécu comme tel par les premiers intéressés ?

Les Dawsahaq, à l'instar d'autres groupes sociaux de la zone, peu réputés pour être de fervents guerriers, ont commencé à porter les armes au moment de la rébellion des années 1990. À Ménaka, comme dans l'ensemble des régions nord du Mali, c'est véritablement à partir de ces années que la guerre a commencé à devenir l'affaire et l'activité de tous. Les conflits qui ont opposé des Dawsahaq à des éleveurs peuls à la fin des années 1990, pour la maîtrise des zones de pâturages, les ont renforcés dans cette économie de la violence.

Les confrontations entre éleveurs peuls et dawsahaq ne datent pas d'hier. Selon Ahmed Mohammed ag Guidi<sup>18</sup>, un affrontement faisant plusieurs morts s'est produit en 1936 à Tamalet (dans la vallée de l'Azawagh) entre des Peuls rouges, armés d'arcs et de flèches, et des Dawsahaq de la fraction Ibhawen. Depuis cet événement conservé en mémoire<sup>19</sup>, il y a régulièrement des conflits latents, précise-t-il. L'accès aux pâturages et aux points d'eau est avancé comme raison première des accrochages. Cette question est devenue de plus en plus cruciale à mesure que des éleveurs peuls du Niger, de la zone du Zarma-Ganda notamment (Ouallam, Mangaïzé), ont vu leurs terrains de parcours se rétrécir, entravés par l'expansion des zones de culture vers le Nord<sup>20</sup>. En cas de conflit entre agriculteurs et éleveurs, et lorsque la gendarmerie ou les autorités administratives intervenaient, ces derniers sortaient généralement perdants. Lorsque des vaches étaient mises en fourrière (comme on dit localement), leurs propriétaires n'en récupéraient souvent que la moitié. L'autre moitié devait être cédée aux autorités. Animés de rancœur et repoussés vers le Nord, des Peuls et leurs troupeaux ont ainsi progressé au-delà de la frontière, au sud et sud-est du cercle de Ménaka, une zone principalement occupée par les populations dawsahaq et imghad.

---

17. Une semaine après les faits, en janvier 2018.

18. Entretien avec Ahmed Mohammed ag Guidi, ingénieur en hydraulique à la retraite, Dawsahaq de la fraction Kel Tabho, Bamako, le 9 novembre 2018.

19. Une autre rixe mortelle entre Peuls et Dawsahaq a eu lieu dans les années 1965, à Tin Abaw, à 15 km à l'est de Ménaka, chez les Dawsahaq Iduguriten, cette fois. Entretien avec Ahmed Mohammed ag Guidi, *ibid*.

20. Cette zone et un peu plus au sud (chefferie de Tondi-Kandia) était celle de l'ancien président Seyni Kountché, à la tête du Niger de 1974 à 1987, lequel a largement favorisé le développement des zones agricoles, cultivées par des populations djerma (et par des pasteurs touaregs et peuls qui avaient perdu leurs troupeaux), au détriment des zones pastorales exploitées surtout par des Peuls dans cette région.

À partir de la fin des années 1990, la concurrence entre éleveurs dawsahaq et peuls, jadis larvée, est entrée dans une phase de conflit armé. La pression accrue sur le foncier pastoral en est donc la principale cause. Des éleveurs dawsahaq pointent également le manque de puits dans la zone, qui crée une pression supplémentaire. Lorsque de nombreux troupeaux se retrouvent au même moment autour d'un seul puits, on comprend aisément que la tension puisse monter<sup>21</sup>. Ils souffrent également de l'invasion des plaines de fonio (graminées sauvages collectées et consommées par les Touaregs et les Dawsahaq) par les vaches et les moutons des Peuls [Marty, 1985]. À cela s'ajoute, évidemment, la prolifération des armes de guerre liée à la rébellion des années 1990 au Mali (et au Niger). Bien représentés dans les mouvements de l'époque, les groupes dawsahaq et imghad se sont retrouvés en position de force sur les pâturages de la zone frontalière de plus en plus disputés avec des éleveurs peuls. En dépit de la résolution de la rébellion (1995-1996), les armes ont continué à circuler et à être utilisées, par exemple dans des actions de banditisme. Pour signifier aux Peuls leur prééminence, des Dawsahaq ont organisé des rapt sur leurs troupeaux. Plusieurs centaines, voire milliers de bovins ont ainsi été retirés à des éleveurs peuls à partir de 1997-1998. Un terme vernaculaire, *goz-goz*, utilisé par les Dawsahaq et les Touaregs, s'est même répandu dans la région pour qualifier les vaches des Peuls, reconnaissables à leurs grandes cornes, frauduleusement acquises. Cette pratique a perduré pendant plusieurs années, dans une relative impunité, pour la simple et bonne raison que les autorités administratives et militaires maliennes, en lien avec des notables locaux, étaient partie prenante de ce véritable trafic. Si la question était taboue à l'époque, vingt ans après les faits, plusieurs responsables de la région de Ménaka soulignent aujourd'hui la complicité de l'État malien déconcentré (gouverneur de la région de Gao, commandants de cercle de Ménaka et chefs d'arrondissement) dans ces affaires<sup>22</sup>.

21. Mohammed ag Aguidi précise que « les Touaregs et les Dawsahaq divisent généralement leurs troupeaux quand ils les conduisent au puits, ce que ne font pas [ne feraient pas] les Peul qui arrivent en force avec l'ensemble des troupeaux. Le pire peut survenir lorsqu'un berger touareg écarte [frappe] une vache appartenant à des Peuls avec une corde, objet toujours présent sur les lieux de l'abreuvement. Une coutume en vigueur chez les Peuls interdit que l'on frappe les vaches avec une corde. Le bâton est accepté, mais la corde non ». Entretien avec Ahmed Mohammed ag Guidi, ingénieur en hydraulique à la retraite, Dawsahaq de la fraction Kel Tabho, Bamako, le 9 novembre 2018.

22. Un ancien commandant de la zone militaire de Ménaka, à la fin des années 1990, raconte avoir vu plusieurs fois à l'époque des milliers de vaches appartenant à des Peuls parqués à la sortie de Ménaka en attente d'être acheminées vers Gao ou Kidal. En 1999-2000, précise-t-il, ces vaches *goz-goz* se vendaient pour la modique somme de 20 000 FCFA (le prix moyen d'une vache était alors de 100 000 FCFA). Entretien avec un ex-commandant de la zone militaire de Ménaka, Bamako, le 14 octobre 2018.

Selon le conseil des éleveurs du Nord-Tillabéri, 316 éleveurs peuls auraient été tués par des Touaregs, des Dawsahaq et des membres des forces de sécurité maliennes entre 1990 et 2007 [ICG, 2018]. Cette situation n'engageant aucune réaction légale, dans des zones particulièrement périphériques, voire marginalisées, par les pouvoirs publics, des éleveurs peuls ont organisé une riposte, sous la forme de milice armée, appuyée par les autorités nigériennes. Dans l'autre sens, les chamelles des Dawsahaq étaient particulièrement visées. À leur tour, des pasteurs peuls sont entrés dans une économie de la violence, alimentant ainsi un cycle d'attaques et de représailles qui a perduré jusqu'à 2007. Des pourparlers locaux ont permis alors une accalmie de quatre ans, jusqu'à l'année 2011 et la signature d'un accord à Ménaka. La milice peule est alors dissoute et une partie des jeunes intègre les rangs de l'armée nigérienne. Une partie seulement. Les autres, animés d'un profond sentiment d'injustice et de rancœur, jamais véritablement pris en considération, se rapprochent des rangs du Mujao qui vient juste de voir le jour dans la zone de Gao et aux alentours, avec pour principale cible de recrutement les groupes subalternes et marginalisés, incapables d'entrevoir dans les instances étatiques le moindre espoir d'amélioration de leur situation. De leur côté, et au même moment, des Dawsahaq fondent leurs espoirs dans le nouveau mouvement indépendantiste touareg qui se trame.

### Des Dawsahaq en ordre dispersé

En 2012, quand le MNLA déclenche une nouvelle rébellion contre l'État malien, les Dawsahaq sont largement représentés parmi les combattants, mais aussi, et c'est là une nouveauté, dans les instances politiques de décision de la rébellion, à travers un jeune homme d'à peine trente ans à l'époque, Moussa ag Acharatouman. Dawsahaq par son père (fraction Isheriffen<sup>23</sup>) et touareg par sa mère (Kel Ensar de la région de Tombouctou). Moussa a grandi à Kidal puis a suivi ses études à Bamako. Il est l'un des fondateurs du MNA. Avec d'autres activistes, il s'engage pour l'indépendance de l'Azawad. Il combat alors, idéologiquement, les forces locales et tribales qui pourraient faire obstacle à l'unification et à l'indépendance (ou au moins à l'autonomie) de l'Azawad. La plupart des jeunes combattants dawsahaq de Ménaka s'engagent comme lui dans ce combat.

---

23. Les Isheriffen ne font pas partie des « grandes » fractions chez les Dawsahaq, ni sur le plan démographique ni sur le plan politique. Néanmoins, leur nom indique un rattachement au prophète Mohammed et ils bénéficient pour cela d'une certaine aura religieuse et morale. Leur terroir d'attache se situe au niveau du village de Tin Fadimata, à trente-cinq kilomètres au nord de Ménaka.

Les chefs de fraction, plus âgés, comme souvent en pareilles circonstances, temporisent et oscillent entre la loyauté envers l'État malien et le soutien aux nouvelles forces en présence. Ce fut le cas par exemple de Siguidi ag Madit, et de bien d'autres.

Reprenons ici le fil des événements esquissé en introduction. En novembre 2012, Ménaka est prise par une grande coalition islamiste, qui compte des ressortissants de la ville<sup>24</sup>. Ces derniers s'opposent au projet du MNLA et plus encore à ceux qui le portent. La concurrence pour le pouvoir local est ici une donnée importante pour comprendre les positionnements des uns et des autres. Du côté du MNLA, on retrouve des fractions historiquement dominantes et qui ont fait du maniement des armes une marque de fabrique politique. Du côté de la coalition islamiste se regroupent des individus qui cherchent à renverser l'État dans ses fondements idéologiques à travers l'alternative du djihad. Ceux-ci sont les leaders et représentent une minorité. Le gros des troupes est constitué par des « cadets sociaux », des marginalisés, au sein de la société, de leurs groupes d'appartenance et parfois de leurs familles. Des Peuls, affaiblis depuis plusieurs décades par les pouvoirs publics et un système juridique partisan, en font partie. La position des Dawsahaq dans cette configuration conflictuelle est plus nuancée. La plupart se rangent derrière Moussa ag Acharatouman et le MNLA. Mais d'autres partagent un sentiment de marginalisation vis-à-vis de l'État et surtout des hiérarchies locales et sont tentés, dès 2012, par l'aventure djihadiste. C'est le cas notamment de nombreux jeunes Dawsahaq de la zone d'In Deliman (commune du cercle d'Ansongo, située sur l'axe Ansongo-Ménaka). Des rivalités familiales participent également de l'inscription avec tel ou tel groupe. Ainsi la grande fraction Dawsahaq des Iduguritan est-elle, comme tous les groupes sociaux, traversée par des concurrences. Contre l'autorité de la famille de Siguidi ag Madit s'élèvent plusieurs personnes, au sein de la même fraction, dont Adoum ag Albasher et Almahmoud ag Baye (connu aussi sous le surnom de « Ikarai »). Tous deux sont implantés dans la zone d'In Fokariten, à une trentaine de kilomètres au sud-ouest de Ménaka, proche de la frontière nigérienne. Le premier était d'abord engagé dans

---

24. Le président du conseil de cercle de Ménaka, Alwadaghat ag Sarakatou (un neveu de Bajan ag Hamatou, amenokal des Iwellemmedan et actuel député de Ménaka) a lui-même dirigé une position de résistance à l'intérieur de la ville avant de succomber sous le feu des assaillants. Les renforts tant attendus du MNLA, stationnés à une centaine de kilomètres de la ville, ne sont jamais arrivés. Cette absence, considérée par certains comme une trahison, reste encore à élucider. À partir de cet événement, l'idée que le MNLA intervient d'abord et avant tout pour l'intérêt des populations de l'Adgah (région de Kidal) commence également à germer dans l'esprit de certains. Cet argument a été mis en avant, un peu plus tard, par Moussa ag Acharatouman pour justifier la création de son mouvement, le MSA (septembre 2016).

la région de Kidal, aux côtés de Iyad ag Ghali (Ansar ed-Dine) et il s'est ensuite rapproché de Gao et d'autres leaders djihadistes, comme Mokhtar Belmokhtar, Abdoul Hakim ou encore Abou Walid al-Sahraoui. Le second, avec une vingtaine de personnes autour de lui, opte directement pour le Mujao. Dès 2011-2012, des Peuls le rejoignent dans son entreprise. On voit ici de quelle manière la complexité de l'histoire locale vient heurter une vision trop simpliste qui voudrait opposer *les* Dawsahaq et *les* Peuls dans un conflit « intercommunautaire ».

L'emprise des islamistes sur Ménaka est de courte durée puisqu'ils sont à leur tour chassés, en janvier 2013, par l'armée française. La ville retourne ensuite sous le contrôle des forces armées maliennes (FAMA) jusqu'à la crise de Kidal (mai 2014)<sup>25</sup> où la CMA reprend pied dans Ménaka. À l'heure du cessez-le-feu de 2014, la ville était donc une position tenue par la CMA. Mais en avril 2015, du fait de l'extension des combats entre coalitions de mouvements armés (Plateforme contre CMA), le contrôle de la ville est rendu aux FAMA. À la suite de la création du GATIA, de la reprise des combats entre groupes de l'Azawad et milices progouvernementales<sup>26</sup> et de lenteurs dans la mise en œuvre de l'accord d'Alger, le front de la rébellion commence à se disloquer et le positionnement des leaders communautaires devient de plus en plus instable.

C'est dans ce contexte de recomposition que Moussa ag Acharatouman décide, en septembre 2016, de quitter le MNLA pour créer son propre mouvement, le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA)<sup>27</sup>. L'objectif affiché par Moussa est désormais de se désolidariser des conflits internes qui minent la construction de l'Azawad (dans la région de Kidal particulièrement) et de dénoncer la prédominance des Ifogha et de Kidal au sein de la CMA, aux dépens des autres communautés et des autres régions. Le jeune leader, plus présent jusqu'alors à Niamey, en Europe ou à Kidal qu'à Ménaka, est démarché à Bamako par des responsables dawsahaq. Ces derniers le présentent notamment au général el-Hadj ag Gamou, le chef militaire du GATIA, avec qui il passe d'une relation de

---

25. Nouvelle défaite militaire des FAMA à Kidal, au moment de la visite du Premier ministre Moussa Mara.

26. À l'occasion de ces affrontements, notamment à Tabankort, les combattants de la CMA issus de la région de Ménaka apportent leur aide à ceux de Kidal. Ils reprocheront ensuite amèrement à la CMA de Kidal de ne pas leur rendre la pareille lorsqu'ils combattront le GATIA et ses alliés dans leur région, et verront repasser la ville aux mains du GATIA, en violation de l'accord de cessez-le-feu.

27. Cette création est à replacer dans le contexte du délitement relatif de la CMA dont le leadership semble alors incapable de gérer la diversité. Avec, selon plusieurs sources, des incitations financières venues de Bamako et du gouvernement, plusieurs mouvements voient le jour (CJA, MSA), sur base communautaire, et se séparent de la CMA.

franche hostilité à une relation d'intérêt réciproque, de complémentarité, voire de complicité. Une génération sépare les deux hommes, mais cela n'empêche pas une collaboration qui paraît équitable. Ancien leader d'un mouvement de la rébellion des années 1990, el-Hadj ag Gamou apporte à Moussa son expérience du terrain militaire et ses entrées au niveau de l'armée malienne et de l'État. Dans l'autre sens, le jeune chef du MSA partage avec le général Gamou son réseau de relations tissées au niveau international, avec la France et Barkhane notamment, ainsi que son savoir-faire de communicant. Les deux se découvrent également des liens de bon voisinage et d'entraides aux générations précédentes. Les deux familles paternelles sont quasiment du même terroir, dans la zone de Tin Fadimata.

À partir de 2016, sans jamais mettre en avant un engagement purement communautaire, Moussa se concentre sur l'émancipation de la communauté dawsahaq, insuffisamment reconnue à ses yeux. Dans ce projet, il obtient le soutien de quasiment l'ensemble des fractions dawsahaq de Ménaka et de leurs chefs, dont Siguidi ag Madit<sup>28</sup>. Mais l'engagement de Moussa ne se limite pas au terrain politique. Il investit également le terrain militaire en associant ses combattants dawsahaq aux forces du GATIA, se plaçant alors de fait contre ses anciens amis de la CMA. Il positionne l'alliance MSA-GATIA, étendue dans une moindre mesure à l'armée malienne (et à d'autres armées de la région), comme garant de l'ordre et de la stabilité de sa région, et se présente à ses contacts internationaux comme étant en capacité de mener aujourd'hui la guerre contre les groupes djihadistes, composés majoritairement de Peuls qui évoluent dans la partie sud de la région de Ménaka, à la frontière avec le Niger.

### **Jeux d'alliances avec les forces extérieures**

Pour ce faire, la coalition MSA-GATIA recherche et obtient, en partie au moins, le soutien de l'appareil d'État malien (sécurité d'État, cercle autour du président, etc.) et d'une partie au moins de l'appareil d'État nigérien. Moussa ag Acharatouman développe également des relations de collaboration étroite avec la force Barkhane, dont l'objectif est également de « lutter contre les groupes armés terroristes sur l'ensemble de la bande sahélo-saharienne ».

Les Peuls qui se déplacent le long de la frontière Mali-Niger, de la vallée de l'Azawagh à l'est jusque dans le Gourma à l'ouest, se retrouvent directement visés

28. Ce dernier avait d'ailleurs déjà fait appel à Moussa, quand celui-ci était encore au MNLA et évoluait plutôt dans la région de Kidal. Une partie de la fraction des Iduguriten, qui occupe l'ouest et le sud de la région de Ménaka, était alors gravement menacée par les djihadistes de la zone d'In Fokariten... autrement dit par le groupe d'Ikarai (parent proche de Siguidi).

par cette coalition dite « antiterroriste », pour toutes les raisons évoquées précédemment. Ceux-ci, en retour, cherchent logiquement une force capable de les protéger. Et ils la trouvent non pas auprès d'une armée officiellement constituée, mais avec des petits groupes répondant à telle ou telle appellation islamiste, qui sont d'abord et avant tout capables de leur procurer une arme, une moto, vingt litres d'essence et parfois un peu d'argent liquide. Ceux parmi les Peuls qui prennent cette option n'ont certainement pas pour vocation première d'engager un djihad universel, de lancer une vaste conquête territoriale. Ils cherchent d'abord à rivaliser contre des Dawsahaq, organisés sous la bannière du MSA, avec lesquels ils sont en conflit depuis plus de vingt ans.

La « déclaration de guerre » lancée par Moussa ag Acharoutman contre les mouvements djihadistes, bien réelle même si elle n'a jamais été annoncée publiquement en ces termes, a eu pour conséquence l'organisation de représailles, menées le plus souvent par des Peuls (mais pas seulement) sur des campements dawsahaq<sup>29</sup>. Ce cycle de violence apparaît d'autant plus tenace aujourd'hui que la justification des représailles se fonde sur deux dimensions difficilement conciliables : les parties en conflit revendiquent toutes les deux la maîtrise, voire la prééminence sur des zones de pâturage qui sont le socle de leur économie et, comme il a été souligné, cette concurrence s'exprime par la violence depuis plus de vingt ans ; les références idéologiques et les alliances mobilisées de part et d'autre sont radicalement opposées.

Le MSA s'érige en rempart contre un réformisme religieux qu'il rejette en bloc, contre des mouvements armés, qu'il appelle, lui aussi, à l'instar des Français, « radicaux » ou « terroristes », ou encore « malfrats »<sup>30</sup>. Le MSA parie sur le soutien occidental pour se renforcer militairement et consolider sa position sur l'échiquier géopolitique local, tandis que les groupes djihadistes parient sur un rassemblement de forces éparses, animées par un sentiment d'injustice et de rancœur et dirigées contre un mouvement associé aux États locaux largement corrompus et à une force

---

29. Les représailles les plus violentes ont été des massacres perpétrés le 26 avril 2018 à Aklaz, dans la vallée de l'Azawagh, sur la zone frontalière Mali-Niger : douze civils dawsahaq tués, dont des enfants et des vieilles personnes. Et le lendemain, le 27 avril, sur le puits de Wakassa, dans la vallée de l'Ezgueret, une trentaine de civils dawsahaq sont exécutés. Ces deux massacres sont attribués à l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). Pour plus de détails sur les représailles conduites par l'EIGS sur des populations civiles et sur des personnalités ciblées (politiques et combattantes), sur les affrontements entre l'EIGS et la coalition MSA-GATIA et sur les ripostes menées par cette dernière touchant également des civils, cf. Koning [2018], Aksar et Dembele [2018].

30. Cf. les communiqués officiels du MSA et sa page facebook (<[www.facebook.com/pg/Mouvement-pour-le-Salut-de-lAzawad-MSA-378041462531049/posts/](https://www.facebook.com/pg/Mouvement-pour-le-Salut-de-lAzawad-MSA-378041462531049/posts/)>).

étrangère occidentale, présente sur leur territoire pour les combattre. Au sein des rassemblements djihadistes, la règle de l'appartenance exclusive est de mise. Tous les témoignages recueillis récemment auprès des populations de Ménaka et du Gourma convergent sur le fait que tout individu qui entre dans ces katibas doit renoncer à sa propre famille. La preuve ultime d'une adhésion pleine et entière à ce précepte est donnée lorsqu'une nouvelle recrue assassine un membre de sa famille qui ne partage pas la même position<sup>31</sup>.

Au cours des mois de septembre, octobre, novembre 2017, cette situation a conduit les campements dawsahaq installés à l'ouest de Ménaka à déménager vers la partie orientale de la région afin d'échapper aux représailles. C'est le cas particulièrement de la fraction Iduguriten, celle qui est positionnée le plus à l'ouest et le long de la frontière nigérienne, là où l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) dirigé par Abou Walid al-Sahraoui est le plus actif. Refusant de suivre l'option prise par le leader du MSA, synonyme de guerre ouverte contre les Peuls et, par voie de conséquence, de nombreux morts parmi les civils, et sans doute aussi pour contrecarrer l'ascension politique de Moussa, Siguidi ag Madit décide finalement de quitter le MSA et se rallie au HCUA, dirigé par Alghabas ag Intalla, un des chefs Ifogha de Kidal. Le chef de la fraction Iduguriten justifie ce passage d'un mouvement armé (proche de l'État malien) à un autre (proche d'Ansar ed-Dine), par la nécessité d'obtenir une meilleure protection<sup>32</sup>.

Depuis l'époque des pourparlers de paix organisés à Alger (2014-2015), le HCUA, mouvement membre de la CMA signataire de l'accord de paix (juin 2015), est considéré par de nombreux observateurs, à Bamako et au niveau international, comme proche et entretenant des liens avec le mouvement Ansar ed-Dine, dirigé par Iyad ag Ghali, premier sur la liste des « terroristes » recherchés par la force Barkhane. Ce n'est pas le lieu de questionner ici le bien-fondé ou non des liens entre le HCUA et Ansar ed-Dine, mais force est de constater que Siguidi ag Madit, en ralliant publiquement ce mouvement, a fait un choix plus que suspect aux yeux des Français.

La visite d'Alghabas ag Intalla, chef du HCUA, à Ménaka en décembre 2017, à la tête d'une colonne de près de quarante véhicules, est également un élément de contexte très important à restituer [Koning, 2018, p. 25]. Reçu à Ménaka par

31. C'est exactement le sort qui a été réservé à Adoum ag Albasher, qui avait décidé de rallier le MSA après avoir été un des fers de lance d'Ansar ed-Dine et du Mujao. Il a été tué en octobre 2017 par... Almahmoud ag Baye (Ikarai), son cousin direct, des fils de deux frères (*ara n meddan*) [Koning, 2018, p. 22]. De nombreux autres cas similaires pourraient être listés.

32. « Si nous nous mettons en travers du chemin du Mujao, il nous chassera de notre terroir. Le MSA ne peut plus faire face à ces gens-là, il ne peut plus nous protéger. Les déplacés et les morts dont vous entendez parler, c'est à cause de cela. » « Ménaka : le MSA se désagrège », interview de Siguidi ag Madit, *Journal du Mali*, 19 octobre 2017.

Bajan ag Hamatou, ainsi que par le gouverneur de région, Alhabas s'est ensuite rendu à Tin Abaw (à une vingtaine de kilomètres au sud de Ménaka), qui est le fief du chef de fraction Iduguriten. Il est ainsi possible, que l'arrestation du fils de Siguidi par Barkhane ait été également motivée par l'envie d'en savoir plus sur les intentions du HCUA dans la région de Ménaka.

Choqués et désemparés, les proches de Mohammed ag Siguidi ont pointé la responsabilité de Moussa ag Acharatouman dans cette affaire d'arrestation. Ils ont notamment fait savoir que ce dernier avait demandé à Siguidi de faire une déclaration publique pour signifier sa rupture avec la CMA et son retour au MSA. À partir de là, toujours selon eux, Moussa s'engageait à intervenir auprès de Barkhane pour faire libérer son fils... Au vu de ce qui vient d'être exposé, ce récit présente, il est vrai, une certaine cohérence, surtout si l'on sait que Moussa entretenait alors de très bonnes relations avec le commandant en chef de la force Barkhane, le général Guibert. Mais le propos n'est pas ici d'attester la véracité de ce qui a été dit/proposé ou non. Ce n'est pas mon rôle et je ne suis pas à ce niveau d'information. De même, je n'ai ni la capacité ni la volonté de me prononcer sur la collaboration réelle ou supposée de Mohammed ag Siguidi avec le groupe de l'État islamique au Grand Sahara. Ce qu'il paraît important de retenir ici, c'est le caractère performatif des discours, qui révèle un climat délétère et les déchirures d'un tissu social particulièrement fragilisé depuis 2012.

## Conclusion

Dans la poursuite de ses objectifs de guerre contre le terrorisme, Barkhane semble s'appuyer sur des groupes locaux « identifiés comme alliés » parce que ne plaçant pas la charia au centre de leurs revendications et aussi parce que dirigés par des hommes parfaitement francophones ayant l'habitude de dialoguer et de travailler avec des Français et des Européens. Mais la présentation du contexte qui préside à l'arrestation de Mohammed ag Siguidi montre que la situation est bien plus complexe qu'elle n'apparaît aux yeux des militaires français. Les groupes locaux, et ce au moins depuis le temps colonial, savent très bien tirer parti de la présence de forces extérieures sur leur territoire, d'abord et avant tout pour servir leurs propres intérêts, comme une ressource dans la lutte pour le pouvoir local. Évidemment, dans l'autre sens également, les forces extérieures – le pouvoir colonial, mais aussi l'État central malien, considéré par beaucoup comme une force exogène et dans tous les cas comme un acteur extérieur au jeu politique local – s'appuient sur les clivages ou divergences internes, quand elles ne les créent pas de toutes pièces, afin de diviser pour mieux régner. Sur ce point, les enseignements de l'histoire coloniale et, plus récemment, des années 1990 seraient à méditer.

Mais, surtout, cette appréhension des dynamiques au niveau microlocal nous montre comment les alliances (ou les accointances) développées par les forces extérieures, ici Barkhane en particulier, peuvent produire l'effet inverse de celui escompté. C'est-à-dire le renforcement, par adhésion populaire, des groupes contre lesquels la guerre est menée, la division et la radicalisation des clivages au sein des populations. Pour ainsi dire, toujours plus de violence et l'horizon d'une paix toujours plus incertain.

La violence tous azimuts, animée par des concurrences locales, des besoins de protection et des logiques de représailles, produit aujourd'hui un cycle infernal que plus personne ne contrôle. Elle met à bas tout un tissu social et un système économique qui reposait aussi sur la complémentarité et la réciprocité entre les différents groupes. Ces relations d'échanges (gardiennage de troupeaux, alliances matrimoniales...), ici entre Peuls et Dawsahaq, tissées parfois depuis des générations, risquent de se transformer en souvenirs. Car les violences exacerbées commises aujourd'hui nourrissent une relation de vengeance et ressurgiront, d'une manière ou d'une autre, dans quelques années, peut-être sur plusieurs générations. Les premiers intéressés n'auront alors que faire des étiquettes jadis accolées aux uns et autres dans le but de justifier les violences (groupes auxiliaires de l'armée française, terroristes islamistes, etc.). La mort d'un parent suffit à nourrir une relation d'hostilité et de vengeance sur plusieurs années...

Au début de l'année 2019, la situation des populations de la région de Ménaka est pire que celle qui prévalait en 2013 ou encore en 2015 après la signature des accords d'Alger. Et, au-delà de la région de Ménaka, c'est l'ensemble des populations évoluant sur la zone des trois frontières (Mali, Niger, Burkina Faso) qui se trouve confrontée à la violence quotidienne et à un horizon de plus en plus sombre. Les différents acteurs internationaux ont échoué dans leur volonté d'imposer la paix à marche forcée, que ce soit politiquement ou militairement. Il serait temps de réinterroger, ici en France, dans un débat public et devant le Parlement, les raisons, les objectifs et les stratégies qui animent les forces françaises au Mali, et plus largement au Sahel.

### Bibliographie

- AKSAR M. et DEMBELE D. (2018), « Frontière Mali-Niger : la communauté peule dans le tourbillon djihadiste », *L'Événement (Niger)* et *Dépêches du Mali (Mali)*, 8 novembre.
- BOESEN E. (2009a), « Organisation sociopolitique et territorialité dans le monde nomade du Niger. Le cas des Fulbe-Wodaabe », in CARATINI S. (dir.), *Du rapport colonial au rapport de développement. La question du pouvoir en Afrique du Nord et de l'Ouest*, L'Harmattan, Paris, p. 67-97.

## HÉRODOTE

- BOESEN E. (2009b), « Pastoralism and urban migration. Mobility among the Fulbe-Wodaabe of Central Niger », in HAHN H. P. et KLUTE G. (dir.), *Cultures of Migration*, Lit Verlag, Munster.
- BONFIGLIOLI A.-M. (1988), *Dudal. Histoire de famille et histoire de troupeau chez un groupe de Wodaabe du Niger*, Cambridge University Press/Éditions de la MSH, Paris.
- CHEBLI D. (2014), « Du MNA au MNLA. Le passage à la lutte armée », *Network of Researchers in International Affairs (Noria)*, <[www.noria-research.com/fr/du-mna-aumnla-le-passage-a-la-lutte-armee/](http://www.noria-research.com/fr/du-mna-aumnla-le-passage-a-la-lutte-armee/)>.
- GRÉMONT C., MARTY A., AG MOSSA R. et TOURÉ Y. H. (2004), *Les Liens sociaux au Nord-Mali. Entre fleuve et dunes. Récits et témoignages*, Karthala, Paris.
- ICG (International Crisis Group) (2018), « Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique », *Rapport Afrique*, n° 261, 12 juin.
- KONING R. DE (dir.) (2018) « Rapport final du groupe d'experts créé en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali », Nations unies, Conseil de sécurité, 9 août.
- MARTY A. (1985), « Crise rurale en milieu nord-sahélien et recherche coopérative. L'expérience des régions de Gao et Tombouctou. Mali 1975-1982 », thèse de doctorat d'État de sociologie du développement sous la direction de G. Belloncle, université François-Rabelais, Tours.